

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 CHATEAUROUX

CHATEAUROUX, le 11/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SETEC- MARON

ZI de la Martinerie
36130 Diors

Références : VAT n°20230387
Code AIOT : 0010012738

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2023 dans l'établissement SETEC-MARON implanté Les terres des Gros et de l'Orme - La Croix de Saint-Abdon 36120 Mâron. L'inspection a été annoncée le 15/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETEC- MARON
- Les terres des Gros et de l'Orme - La Croix de Saint-Abdon 36120 Mâron
- Code AIOT : 0010012738
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

le site est une ancienne carrière de calcaire exploitée à ciel ouvert, qui a été transformée en centre

d'enfouissement de déchets inertes, situé en milieu agricole à 1km au Sud-Est du bourg de Mâron. Il est implanté aux lieux-dits "le Terre des Gros et de l'Orme" et "La Croix de Saint Abdon" sur le territoire de la commune.

L'arrêté préfectoral du 7 juin 2019 autorise l'entreprise SETEC à exploiter une installation de stockage de déchets inertes pour une durée de 20 ans, soit jusqu'au 7 juin 2039. La quantité moyenne de matériaux déposés annuellement sera de 22165 Tonnes. Les déchets proviennent principalement des chantiers de l'entreprise SETEC dans le bassin de Chateauroux : déchets de terrassement, de démolition, ainsi que d'entreprises extérieures...

Le site a été mis en service en septembre 2016 sous la responsabilité de M. Thierry DIVOIS agent affecté sur le site en permanence.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de l'inspection du 15 septembre 2020
- le suivi d'exploitation du site
- la traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	NC n°1 de la VI du 15/09/2020	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
9	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/06/2019, article 1.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	150 jours
15	Enregistrement des données de traçabilité des déchets	Décret du 25/03/2021, article 2.II	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Surveillance des émissions sonores : conditions de mesures	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51	/	Sans objet
10	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	/	Sans objet
13	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès au site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16	/	Sans objet
2	Informations à l'entrée du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22	/	Sans objet
3	Exploitation du site	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19	/	Sans objet
4	Suivi d'exploitation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 21	/	Sans objet
7	Surveillance des émissions sonores : émergence	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 43	/	Sans objet
8	Protection incendie	Arrêté Ministériel du 11/12/2014, article 12	/	Sans objet
11	Tri et traçabilité des déchets indésirables	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28	/	Sans objet
12	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	/	Sans objet
14	Admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, clôtures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'installation est clôturée ou rendue inaccessible par la végétation sur l'ensemble de son périmètre. Un portail d'accès est fermé à l'aide d'un cadenas en temps de fermeture du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Informations à l'entrée du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 22
Thème(s) : Situation administrative, panneau d'entrée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés : <ul style="list-style-type: none">- l'identification de l'installation de stockage ;- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;- les jours et heures d'ouverture ;- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours. Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Un panneau de signalisation est installé devant l'entrée du site. Celui-ci comporte toutes les indications nécessaires et réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Déchargement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Des zones adaptées et suffisamment grandes sont réservées au déchargement des camions. Ces zones sont utilisées en fonction des saisons et des contraintes météorologiques. En amont, à l'entrée du site, une zone de contrôle est clairement définie et des affichages sont en place délimitant clairement cette zone. Le responsable de site contrôle le contenu des chargements et le lieu d'origine et indique aux chauffeurs à quel endroit vider en fonction de la qualité des entrants (typologie et finesse des déchets inertes concernés), et les accompagne pour le vidage afin de s'assurer de la qualité de l'ensemble du chargement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 21
Thème(s) : Situation administrative, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments nécessaires pour présenter les différentes phases d'exploitation du site.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Un plan datant de fin 2021 est mis à disposition de l'inspection, présentant les différentes zones et l'avancement de l'exploitation. Les données topographiques ont évolué depuis au niveau des zones de stockage, mais ces dernières sont toujours correctement définies sur le plan. L'exploitant envisage une mise à jour du plan, au niveau altimétrie, dans les prochaines semaines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de la qualité de l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Non-conformité n°1 de la Visite d'inspection du 15/09/2020
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales. Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (" bruit de fond ") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée. Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/ m²/ j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis. [...]</p> <p>Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. »</p>
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé le contrôle des émissions de poussières en 2022.
<p>Observations : L'exploitant a transmis un rapport de contrôle des émissions de poussières du site datant de novembre 2021. Le rapport présenté fait état d'un dépassement des niveaux autorisés sur le point n°1, situé à l'entrée du site. En effet, ce point présente des mesures non conformes sur la durée du contrôle, à 395mg/m²/ jour, dépassant le niveau autorisé de dépôts atmosphériques en limite de propriété fixée dans l'arrêté ministériel à 200mg/m²/jour. La périodicité prévue dans l'arrêté ministériel pour cette mesure est annuelle. L'exploitant n'a pas fait réaliser de mesures liées aux retombées de poussières depuis 2021. Lors de la visite d'inspection du 15/09/2020, ce point avait déjà fait l'objet d'une non conformité. L'exploitant se doit de faire réaliser les mesures de la qualité de l'air par le suivi des retombées atmosphériques en périphérie de son site de manière annuelle, conformément à la réglementation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Surveillance des émissions sonores : conditions de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, périodicité et conditions des mesures de bruits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie à l'annexe du présent arrêté ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié en limite de propriété et de zones à émergence réglementée.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé le contrôle des émissions sonores.
Observations : L'exploitant a fourni un rapport de surveillance des émissions sonores datant du 18 juillet 2018, pour des mesures réalisées le 17 juillet 2018. Aucune mesure n'a été réalisée depuis cette date. L'exploitant devra faire réaliser de nouvelles mesures des émissions sonores prochainement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance des émissions sonores : émergence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, Emergence du bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones d'émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies ci-dessous : NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A) - émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés : 6 dB(A) - émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés : 4 dB(A) NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) supérieur à 45 dB (A) - émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés : 5 dB(A) - émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés : 3 dB(A) De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 Db(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les mesures réalisées en 2018 montrent des valeurs conformes à la réglementation. L'émergence mesurée au cours du contrôle répond aux contraintes de la réglementation et ne présente pas d'émergence particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/12/2014, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'installation, bien visibles et facilement accessibles.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Deux extincteurs sont à disposition dans le bureau du responsable du site, à côté de l'entrée, bien visibles et facilement accessibles. Un extincteur est également présent dans l'engin. Ces extincteurs ont fait l'objet du contrôle périodique annuel en janvier 2023. L'un des extincteurs a été mis en service en mai 2023, suite à un acte de vandalisme sur le local bureau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, quantité de déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation relève du régime de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 du code de l'environnement au titre de la rubrique listée ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">- Rubrique : 2760-3- Libellé de la rubrique : Installation de stockage de déchets- nature de l'installation : installation de stockage de déchets inertes- Volume maximal de déchets stockés : 443000 Tonnes (341000m3)- Quantité annuelle maximale de déchets admissible : 22165 Tonnes.
Constats : L'exploitant a dépassé les quantités annuelles déchets inertes admissibles dans son installation en 2022.
Observations : L'exploitant a déclaré 69 584,5 T de déchets inertes entrants sur son site de Mâron en 2022. La déclaration pour l'année 2021 était de 39 748 T de déchets inertes entrants sur le site. Son arrêté d'enregistrement précise que les quantités annuelles maximales de déchets admissibles sur ce site est limitée à 22 165 T. L'exploitant n'a pas respecté les quantités annuelles maximales autorisées. Il devra apporter une vigilance particulière aux quantités déposées au cours de l'année 2023 et suivantes pour respecter son autorisation d'exploiter, ou déposer un "porter à connaissance" pour demander une adaptation de la prescription de l'arrêté préfectoral régissant l'activité du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 150 jours

N° 10 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Document d'acceptation préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
Constats : L'exploitant ne demande pas un document préalable d'acceptation à chaque producteur de déchets inertes.
<p>Observations : Une fiche est bien réalisée pour les chantiers internes à SETEC. La fiche est complète. Toutefois, l'exploitant ne fait pas renseigner aux autres producteurs de déchets inertes le document préalable à l'acceptation des déchets. Une seule fiche, renseignée directement par SETEC, est réalisée pour l'ensemble des producteurs. Dans ce cadre, la traçabilité et le suivi ne sont pas assurés. L'exploitant devra demander à chaque producteur de déchets inertes souhaitant déposer ses déchets dans l'ISDI de Mâron, de transmettre une fiche d'acceptation préalable correctement renseignée, en amont des dépôts sur le site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Tri et traçabilité des déchets indésirables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, organisation du tri + registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets indésirables dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012
Constats : pas d'écart constaté.
Observations : Une box de volume 1m3 est présente vers la zone de contrôle, à l'entrée du site, pour le dépôt des indésirables. Ceux-ci sont retirés dès que possible. Lorsque des indésirables sont constatés lors du déversement des déchets sur la zone de stockage préalable, le chauffeur les dépose dans le godet de l'engin pousseur, et vient les déposer dans la box prévue à cet effet, devant la zone de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Accusé d'acceptation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Une fiche, comprise dans un carnet à souche, est remplie par le gestionnaire du site, à chaque entrée de déchets. Cette fiche comprend le volume déposé, et tonnage associé, ainsi que la date du dépôt du déchet accepté après contrôle. Un exemplaire de cette fiche est transmis au déposant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre de suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement : la date de réception ;</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité : la dénomination usuelle, les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles, lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet: le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement [...], la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;</p> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport des terres excavées et sédiments : la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial, la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production, l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6, la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur, l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement, la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement [...];</p> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets, Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments, lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation [...]</p>
Constats : Le registre d'admission des terres excavées et sédiments entrants n'est pas complet.
Observations : L'exploitant présente un registre d'admission des déchets. Le registre présenté comprend les dates d'acceptation des déchets, le code déchet, l'identification du producteur, mais est incomplet : il ne présente pas les données issues des éventuelles analyses ni les parcelles cadastrales ou l'identification précise du lieu de production... Le registre devra être complété pour assurer une meilleure traçabilité des déchets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, registre d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;- le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant tient un registre d'admission, consignait les éléments d'acceptation et de contrôle des déchets entrants.
Observations : L'exploitant indique les éléments liés à l'acceptation des déchets et au contrôle visuel dans son registre d'admission. Aucun refus n'est indiqué sur le registre pour l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Enregistrement des données de traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Décret du 25/03/2021, article 2.II
Thème(s) : Risques chroniques, RNDTS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>[...] La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement. Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.</p> <p>Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p>
Constats : L'exploitant n'enregistre pas les données liées à la traçabilité des déchets dans la base de données électroniques du Registre National des Terres excavées et Sédiments (RNDTS).
Observations : Compte-tenu des déchets acceptés dans l'ISDI (terres excavées, code 17 04 05), l'exploitant est soumis à l'obligation d'utilisation de la base de données électronique RNDTS et de déclaration associée. L'exploitant indique qu'il n'utilise pas RNDTS au sein de l'entreprise. L'application du décret, initialement prévue au 1er janvier 2022, a été reportée à plusieurs reprises. Une tolérance pour sa mise en oeuvre opérationnelle avait été accordée jusqu'au 1er mai 2023 en dernière limite. L'exploitant a bénéficié de plusieurs mois pour se préparer à cette évolution d'enregistrement des données. Il est nécessaire de mettre en oeuvre les obligations réglementaires en matière de déclaration et mise en oeuvre des registres dématérialisés via le RNDTS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours